

Faits et chiffres :

- Soixante pays en développement ont des taux de VIH supérieurs à la moyenne mondiale, qui est de 1 % de la population d'entre 15 et 49 ans.
- 3 sur 4 de ceux-ci, et 3 sur 4 des femmes porteuses du VIH, sont en Afrique subsaharienne, où la moyenne du VIH est de 6,1 %.

À taux de VIH élevé, taux de dette élevé

L'Afrique subsaharienne est doublement affligée. Sur ce continent, où les taux de VIH sont les plus élevés, la dette extérieure l'est tout autant. Les paiements au titre du service de la dette et le respect des conditions imposées par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM) posent de graves obstacles à la prestation des soins de santé sauveurs de vies et des services éducatifs nécessaires à l'endigement de l'épidémie de SIDA.

Le G8 a promis de soulager le fardeau de la dette

Les chefs du Groupe des Huit (G8) des pays industrialisés ont promis, à leur sommet de 2005 de Gleneagles, d'annuler les dettes envers les institutions multilatérales internationales des pays pauvres qui ont appliqué les Programmes d'ajustement structurel de la Banque mondiale pendant un bon nombre d'années.

Le plan du G8 est loin d'être satisfaisant

Une étude de KAIROS montre qu'au milieu de 2006, un tiers seulement des pays à taux élevé de VIH sont admissibles. Le plan du G8 ne va annuler que la moitié de la dette de ces pays et 13 % de celle des 60 pays accablés par le SIDA, les dettes et la pauvreté.

L'annulation de la dette promise par le G8 ne parviendra pas, tant s'en faut, à combler le manque à gagner annuel de 6 à 8 milliards \$ US, montant nécessaire pour la mise en œuvre des programmes de 2006-2007.

Parmi les 10 pays où le taux d'infection par le VIH est le plus élevé, c'est-à-dire où il affecte plus de 10 % de la population âgée d'entre 15 et 49 ans, seuls deux ou trois, soit la Zambie, le Mozambique et peut-être le Malawi, sont admissibles en vertu du plan du G8 en 2006.

Une grande partie des dettes sont illégitimes

Beaucoup de dettes sont en fait des « dettes odieuses », en ce sens qu'elles ont été contractées par des régimes despotiques tels que ceux qui ont sévi en Afrique du Sud, en Haïti et au Zaïre (actuelle République démocratique du Congo).



KAIROS réunit, dans une action commune pour la justice et la paix inspirée par la foi, le Comité central mennonite du Canada, la Conférence canadienne religieuse, la Conférence des évêques catholiques du Canada, l'Église anglicane du Canada, l'Église évangélique luthérienne du Canada, l'Église presbytérienne du Canada, L'Église réformée chrétienne en Amérique du Nord (Canada), l'Église unie du Canada le Fonds du Primat pour le secours et le développement mondial, l'Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix et la Société religieuse des Amis (Quakers).

www.kairoscanada.org ou sans frais au 1-877-403-8933

KAIROS est associé, dans sa lutte contre le VIH et le SIDA, au Comité d'accueil chrétien de la XVI^e conférence internationale sur le SIDA, projet du Conseil canadien des Églises : www.ccc-cce.ca



FEUILLE D'INFORMATION
KAIROS

SIDA # 2 avril 2006

SIDA:
Que fait la dette là-dedans?

Ces prêts, utilisés à l'encontre des intérêts du peuple ou carrément volés au vu et au su des créanciers, doivent être annulés intégralement.

Le G8 ne reconnaît pas le caractère odieux de ces dettes, même s'il créait récemment un précédent en convenant d'effacer de 80 à 100 % de la dette de l'Irak accumulée sous le régime dictatorial de Saddam Hussein.

Les conditions et limites nuisent à l'action.

Pour avoir droit au soulagement de leur dette, d'autres pays doivent s'imposer les mesures draconiennes d'austérité et d'ajustement structurel exigées par la BM et le FMI.

Il est arrivé que le FMI empêche l'aide extérieure de parvenir aux programmes de SIDA parce qu'elle impose des plafonds des dépenses dans les budgets de la santé. Les politiques du FMI ont aussi rendu difficile l'embauche de travailleurs de la santé, à cause de la limitation des sommes dépensées pour les fonctionnaires. Les politiques de la BM réclamant des frais d'utilisation pour les écoles publiques et pour les cliniques de santé ont fait diminuer dramatiquement le nombre des enfants fréquentant l'école et des patients recevant des soins de santé.

L'éducation est un facteur. En Ouganda, le taux de VIH chez les personnes ayant fait des études secondaires était de 2 %, contre 6 % chez ceux qui n'avaient fait que des études élémentaires et plus de 12 % chez les non scolarisés.

Les politiques du FMI ont échoué.

Au cours des 25 dernières années, les pays qui ont appliqué des politiques fiscales strictes, des taux d'intérêts élevés, la libéralisation unilatérale du commerce et la privatisation des services essentiels ont connu des taux de croissance plus faibles et moins d'amélioration de leurs indicateurs sociaux qu'au cours des deux décennies précédentes.

Que peut faire le Canada?

Faire preuve de leadership au sein du G8 en :

Annulant 100 % de la dette des pays pauvres affligés par le SIDA, les dettes et la pauvreté.

Cessant d'assujettir l'annulation de la dette aux conditions du FMI et de la BM.

Faisant la critique de l'échec des politiques macroéconomiques promues par la BM et le FMI à l'occasion de l'examen de la conditionnalité actuellement en cours.

Acheminant l'aide multilatérale par les agences de l'ONU plutôt que de la BM.

Faisant assumer par le FMI et la BM les coûts de l'effacement des dettes envers eux, en se servant des dispositions sur les prêts et les bénéficiaires non répartis de la BM et sur les stocks d'or du FMI.

Appuyant l'appel de Stephen Lewis à faire payer par le FMI et la BM l'éducation élémentaire en Afrique, en compensation des dommages causés par les frais d'utilisation et autres ajustements structurels.

Que pouvons-nous faire?

✂ **Prier** : Que les yeux s'ouvrent, que tous embrassent la justice et la compassion.

✂ **Apprendre** : Contactez votre confession (ou son agence de développement) et KAIROS pour en obtenir des ressources éducatives. Téléchargez des feuilles d'information et un encart de bulletin à : www.kairoscanada.org

✂ **Agir**. Il se tiendra, de juillet à août 2006, deux réunions mondiales sur le SIDA. Faites-vous entendre. Écrire au Premier ministre Harper une lettre réclamant la mise en oeuvre de programme de justice mondiale qui puissent résoudre la crise du SIDA. On trouvera un modèle de lettre sur le site Web de KAIROS.

LEUR PROPRE DETTE

En matière d'éducation, les Institutions financières internationales ont leur propre dette à rembourser à l'Afrique.

La Banque mondiale et le Fonds monétaire international devraient assumer les coûts de l'enseignement primaire gratuit.

En d'autres circonstances, on appellerait cela des réparations, mais dans les circonstances actuelles, il s'agit d'une restitution obligatoire..

-Stephen Lewis,
Envoyé spécial des Nations Unies
pour le VIH/SIDA en Afrique